

*Politique économique*

**M. Stevens:** Dites-nous maintenant comment vous allez vous en sortir.

**M. Macdonald (Rosedale):** Le chef de l'opposition a parlé du fait que la Commission de lutte contre l'inflation aurait entravé les investissements. Le Conference Board n'est pas de cet avis. La majorité des 200 sociétés auxquelles le Conference Board s'est adressé ont déclaré que le programme de lutte contre l'inflation n'avait pas nui à leurs décisions dans ce domaine. Le député de Don Valley (M. Gillies) a, pour sa part, affirmé que nous devrions discuter d'avance des tendances de l'économie. On aurait pu espérer du chef de l'opposition un exposé éclairé, avisé et pertinent de la façon dont il perçoit l'économie, mais je vous ai cité des exemples du genre d'années, si j'ose dire, qu'il a versées au compte rendu pour ensuite se lever et filer à l'anglaise.

**Des voix:** Bravo!

**M. Paproski:** Il vous a écrit une lettre vous disant pourquoi il devait partir.

**M. Hnatyshyn:** Vous êtes le porte-parole d'un gouvernement moribond.

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** A l'ordre. Le ministre des Finances a la parole. Je demande aux députés de lui donner la chance de parler.

**M. Macdonald (Rosedale):** Je répondrai au whip du Parti conservateur que le chef de l'opposition a choisi de présenter sa motion aujourd'hui. S'il voulait entendre le débat à ce propos, il n'avait qu'à rester ici.

**M. Paproski:** Il voulait vous entendre parler. Dites ce que vous avez à dire.

**M. Macdonald (Rosedale):** On manque de réalisme ou de sens des responsabilités lorsqu'on prétend que le gouvernement peut intervenir dans tous les facteurs qui déterminent la conjoncture au Canada pour établir ou atteindre avec une précision mathématique les objectifs précis dont on fait mention à propos de la croissance et de l'emploi. Ce sont des réalités qui ne concernent pas uniquement le Canada; elles sont communes à toutes les démocraties industrialisées. Elles sont le reflet de l'interdépendance croissante de l'économie internationale. Elles revêtent une importance particulière au Canada étant donné que nous sommes un pays commerçant dont la survie dépend de ses ventes sur les marchés étrangers et de sa capacité de concurrencer les importations.

L'interdépendance de plus en plus grande des différentes économies mondiales a aussi son bon côté. Les pays collaboreront dans une grande harmonie pour élaborer leur politique économique. Le Canada a participé à ce mouvement, à la fois en assistant aux différents sommets économiques et en jouant un rôle dans le Fonds monétaire international. On s'efforce actuellement de trouver une solution aux grands problèmes que posent l'inflation et le chômage. La réunion économique au sommet qui doit avoir lieu à Londres, en mai, permettra aux pays participants de juger des progrès réalisés sur ces deux

fronts et d'étudier les perspectives d'avenir. Mais l'expérience démontre qu'il y a et qu'il y aura toujours des incertitudes et des événements imprévisibles, dont il faut tenir compte en politique économique.

Nous avons connu ces dernières années une terrible secousse économique, lorsque les pays de l'OPEP ont quadruplé le prix du pétrole. Il en est résulté une perte notable pour les pays importateurs, en termes de revenu réel et de pouvoir d'achat, ce qui a eu un effet néfaste sur les prix de vente et de revient. Ce seul événement extérieur a eu et continue d'avoir des répercussions notables sur l'expansion, l'emploi et la balance des paiements.

● (1730)

Nous avons été témoins de l'effet spectaculaire des conditions atmosphériques sur la production et l'offre de denrées provoquant des montées en flèche du prix des produits et des revenus agricoles. Nous devons envisager la répercussion possible de la sécheresse sur l'économie agricole de l'Ouest, autre élément d'incertitude cette année.

A cause de nos importantes relations commerciales, la politique de certains autres gouvernements, notamment ceux des États-Unis, du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest, exerce une forte influence sur nous. L'expansion des pays de l'OCDE en 1976 a été moins élevée qu'on ne l'avait prévu et cela a un effet sur notre propre croissance. Je voudrais signaler que l'accroissement du rendement des pays de l'OCDE a été moins considérable que l'organisation ne le prévoyait dans ses perspectives économiques de juillet.

**M. Stevens:** Dites-nous quelles sont vos prévisions.

**M. Macdonald (Rosedale):** Ce sont certains des faits qui nuisent à la précision des prévisions économiques. Ils font partie des paramètres qui servent à l'élaboration des politiques économiques qui échappent au contrôle direct de tout gouvernement. On reconnaît aussi la méthode hautement décentralisée de la prise de décisions essentielle aux démocraties industrialisées qui accentuent le rôle du marché.

Bien que notre politique économique tende à stabiliser la croissance et l'expansion de l'économie, elle est établie de concert avec l'agent principal de cette économie au Canada, qui est le secteur privé. Nous rejetons le dirigisme et l'omniprésence du gouvernement que comportent une planification détaillée de l'économie et le plan quinquennal suggéré par le chef de l'opposition dans son discours.

**M. Stevens:** Comment se fait-il que les Américains peuvent le faire, et pas nous?

**M. Macdonald (Rosedale):** Pour ce qui est de choisir entre la rigidité et la souplesse pour faire face à l'évolution de la conjoncture, il nous semble que le bon sens commande que nous demeurions ouverts afin de modifier notre attitude selon l'évolution de la situation plutôt que de nous enfermer dans des plans quinquennaux.